

JEFFRY FRIEDEN

Professeur, université d'Harvard

Dominique Moïsi, conseiller spécial, Ifri

We will now move on to Professor Jeffrey Frieden, who is Professor of Government at Harvard University.

Jeffrey Frieden, professeur, université d'Harvard

Merci. Depuis trois jours, nous discutons de la gouvernance mondiale. J'aimerais par conséquent formuler quelques observations à ce sujet, tant sur ce qui a été dit ici que de manière plus générale. J'aurai trois remarques : une première empreinte de scepticisme, une autre de réalisme et enfin, une dernière teintée d'un optimisme prudent.

Commençons par la remarque sceptique. La gouvernance mondiale est souvent invoquée comme une sorte de *Deus ex machina*, émanant probablement de Genève, qui contraindrait les gouvernements à appliquer des politiques vertueuses qu'inexplicablement ils n'ont pas appliquées de leur côté. L'argument normatif pour une gouvernance globale reste néanmoins limité. Typiquement, celle-ci est définie comme assurant des fonctions similaires à celles d'un gouvernement, et implique par conséquent d'assurer des fonctions de type gouvernemental à l'échelle supranationale.

Dans ce cadre, la gouvernance globale ne se justifie que s'il y a des biens publics globaux impossibles à fournir par les gouvernements nationaux. On en recense beaucoup – la santé publique, par exemple, de même que la lutte contre le changement climatique – mais ils sont en nombre limité. L'invocation de la gouvernance globale ne doit pas servir à justifier la gestion de notre frustration à l'égard des gouvernements nationaux en tentant de remonter ces questions à l'échelle internationale. Même si les gouvernements nationaux ne peuvent ou ne veulent pas agir sur certaines questions, ou du moins n'agissent pas conformément à notre point de vue à l'égard de l'instabilité macroéconomique ou de la situation au Moyen-Orient par exemple, en appeler à la gouvernance globale comme solution n'aide pas vraiment. Si les gouvernements ne veulent pas agir, ils sont très peu susceptibles de déléguer ces pouvoirs politiques importants à quelque gouvernement international ou gouvernance globale inexistant.

Je préfère par conséquent me montrer très prudent quant à prescrire une gouvernance globale en guise de solution à tous nos problèmes. La plupart des questions, dans la plupart des pays, et la plupart du temps, peuvent être appréhendées de manière adéquate par les gouvernements nationaux. Et même si ces derniers ne s'y attèlent pas, ils en ont du moins la possibilité d'y faire face convenablement.

Ce qui m'amène à ma remarque réaliste. Je pense que l'une des raisons qui expliquent que les gens se tournent – par dépit – vers l'idée d'une gouvernance globale est que nous restons empêtrés dans la crise économique la plus grave depuis les années 1930. Il n'est par conséquent pas surprenant que la plupart des économies nationales soient plus ou moins complètement absorbées par la gestion de leurs conditions sociales, économiques et politiques intérieures très difficiles. Partout, les pouvoirs publics se replient pour résoudre dans leur pays les implications de la crise qui nous touche tous. Les conditions ne sont par conséquent pas propices pour que les grandes nations s'engagent dans des initiatives internationales significatives, notamment si celles-ci doivent les éloigner de leurs problématiques intérieures, sauf bien entendu si ces initiatives internationales sont directement reliées à ces préoccupations.

Je ne considère pas que cet argument doive justifier l'inertie. Je le considère plus comme un argument pour revoir notre ambition à la baisse – par souci de réalisme – et pour essayer de choisir des sujets et des approches que les pouvoirs publics entreprendront réellement, compte tenu des circonstances et des contraintes auxquelles ils sont confrontés. D'aucuns pourraient considérer ce point de vue comme pessimiste... Je vous rappelle qu'un pessimiste n'est rien d'autre qu'un optimiste bien informé.

J'aimerais conclure sur une touche d'optimisme prudent. Malgré l'auto-absorption de nombre de nos gouvernements, je pense que, dans ce contexte de crise, nous observons quelques exemples frappants de coopération internationale fructueuse et même, peut-être, les prémices d'une sorte de gouvernance globale. Précisément parce que la situation dans certains domaines est si terrible, on observe des tentatives pour proposer une réponse globale à certains des problèmes auxquels nous sommes confrontés. Le plus frappant à mes yeux, sans doute parce qu'il s'agit de mon propre domaine d'expertise, même si je pense qu'il s'agit aussi d'une question d'intérêt général, a été le degré extraordinaire de coopération entre les autorités financières et monétaires dans la foulée de septembre/octobre 2008 en matière de politique monétaire et de régulation financière. Rares sont ceux parmi nous, y compris les spécialistes du domaine, qui auraient prévu un tel niveau de coopération en réaction à la crise.

Peut-être que la menace, qui était très réelle il y a sept ans, d'une nouvelle Grande dépression, menace susceptible de se concrétiser rapidement, a rapproché les esprits des décideurs politiques et a conduit à une coopération internationale. Celle-ci était nécessaire – aucun gouvernement ne pouvait contrer seul efficacement la crise financière globale – et elle était imminente. Par conséquent, dans la mesure où il est probable que nous serons confrontés à des problèmes internationaux aussi urgents, cela pourrait par conséquent constituer une raison d'être optimistes. Face à un problème grave auquel sont confrontés tous les gouvernements, on observe de fait une tendance de ces derniers à prendre leurs responsabilités ensemble de manière très efficace dans le domaine monétaire et financier. Il y a par conséquent une raison d'espérer, même s'il nous faut rester prudent.

Pour conclure, j'aimerais nous suggérer de rester méfiants à l'égard d'une invocation excessive de la gouvernance globale comme remède à ce qui nous fait souffrir et comme solution à des problèmes internationaux insolubles. Soyons réalistes vis-à-vis de la capacité des gouvernements nationaux à surmonter l'auto-absorption nationale naturelle dans une crise comme celle-ci et à s'embarquer dans nouvelles initiatives internationales majeures. Je garde toutefois mon optimisme – mesuré – car des réussites notables et importantes ont été observées dans la coopération internationale et entre les politiques nationales. À mon avis, nos principaux efforts dans ces temps troublés doivent viser, comme d'habitude, à encourager nos gouvernements nationaux à poursuivre l'amélioration des politiques. Sur cette base, nous pourrions peut-être espérer une coopération internationale plus efficace et, éventuellement, plus de gouvernance globale.